

19 décembre 2007

Groupe GDS

L'usine dans la mire de Gaspé

La Ville souhaite acquérir les installations de l'usine de GDS fermée en janvier dernier pour y aménager sa caserne de pompier et son garage municipal. La Ville prévoit également louer une partie du bâtiment afin d'éviter que les contribuables acquittent la facture de cette acquisition, qui commande un règlement d'emprunt de 5,5 millions de dollars.

« On travaille avec différents partenaires, le Centre de gestion de l'équipement roulant (CGER), le ministère des Transports du Québec et deux industriels qui seraient intéressés à venir occuper une partie du bâtiment. C'est un projet qui est assez avancé pour qu'on le présente à la population », précise le maire de Gaspé, François Roussy.

L'entente pourrait en effet être signée avant le congé des fêtes. La Ville deviendrait alors propriétaire non seulement du bâtiment, mais également d'un terrain d'un million de pieds carrés, où elle songe à aménager un parc. Les autorités entendent également y promouvoir le développement commercial et résidentiel.

« C'est important pour nous, parce qu'on avait peur que quelqu'un mette la main sur cette usine-là, et surtout sur ce terrain-là, puis qu'on fasse de la spéculation et qu'on freine un peu le développement industriel de Gaspé. En devenant propriétaire, la Ville s'assure d'avoir la main mise sur son développement », explique le maire Roussy. [Radio-Canada](#)

Usine Gaspésia

Une visite mercredi

Le dossier de la relance de l'usine Gaspésia à Chandler franchit une autre étape. Mercredi, un des deux consortiums intéressés par ce projet, le groupe sino-canadien représenté par l'ingénieur Jean Barussaud, visite les installations de l'usine. Cette tournée leur permettra de voir l'état des équipements de la Gaspésia, qui est fermée depuis 1999.

La délégation en profitera également pour faire le tour des scieries de Temrex. Celle située à Saint-Alphonse est fermée depuis quelques mois, alors que la scierie de Nouvelle suspend temporairement ses activités du 22 décembre 2007 au 13 janvier 2008.

La relance de la fabrication de pâte à Chandler permettrait aux scieries d'écouler leurs sous-produits. La ministre des Affaires municipales et des Régions, Nathalie Normandeau, souhaite par ailleurs le retrait de Tembec de Nouvelle. Cela faciliterait un partenariat avec un autre promoteur.

Le portrait des scieries tel que défini dans le rapport Genest pourrait subir des modifications si l'usine de Chandler est relancée. Il faut se rappeler que le rapport

était basé sur la fermeture définitive de la Gaspésia et de la Smurfit-Stone de New Richmond. [Radio-Canada](#)

Loi sur l'aide à l'industrie forestière **Bras de fer à Québec**

L'adoption des mesures promises par le gouvernement Charest pour donner un coup de pouce à l'industrie forestière est compromise. Le projet de loi 39, qui doit notamment permettre aux entreprises forestières de bénéficier d'un allègement administratif de 50 millions de dollars, est actuellement dans un cul-de-sac à l'Assemblée nationale.

L'ADQ et le PQ ne sont pas contre le projet de loi 39. Ils s'opposent simplement à l'article qui permettrait au gouvernement de saisir les quotas de bois des entreprises forestières six mois après une fermeture d'usine temporaire ou permanente. La loi actuelle prévoit un délai de 18 mois.

Pour les deux partis d'opposition, un délai de six mois serait beaucoup trop court parce qu'il ne permettrait pas aux forestières de présenter un plan de relance.

Cet argument est toutefois rejeté par le ministre des Ressources naturelles, Claude Béchard. « On n'a pas lancé un 25 ¢ dans les airs pour dire que ça va être six mois au lieu de sept, les raisons sont reliées aux travailleurs, à l'assurance-emploi », explique le ministre Béchard.

Sans compromis de part et d'autre, le projet de loi 39 ne sera pas approuvé par l'Assemblée nationale avant l'ajournement de Noël.

Le président directeur général du Conseil de l'industrie forestière du Québec, Guy Chevrette, est déçu et outré par la fermeté du ministre Béchard. « Il avait dit: "je vais lever l'incertitude". Non seulement il ne la lève pas, mais il en ajoute », lance le porte-parole de l'industrie québécoise.

Les forestières rappellent que la situation économique s'annonce encore plus difficile en 2008 qu'en 2007. La dernière année a donné lieu à une cinquantaine de fermetures d'usine et à des milliers de mises à pied.

En plus de la politique, l'écologie

Le projet de loi 39 n'inquiète pas que l'ADQ et le PQ. L'organisme écologiste Nature Québec s'inquiète lui aussi d'un article du projet de loi qui permettrait au ministre des Ressources naturelles d'octroyer de façon discrétionnaire du bois à des entreprises dans des secteurs où les arbres risquent de tomber sous l'effet du vent ou du feu.

Louis Bélanger, de Nature Québec, y voit une façon de contourner les calculs du forestier en chef et craint que cette intervention rouvre la porte à la surexploitation forestière.

Louis Bélanger accepterait qu'on coupe la forêt dans ces secteurs. Il affirme cependant que cette vision selon laquelle les vieilles forêts risquent de tomber et de pourrir si elles ne sont pas coupées n'a plus aucun fondement scientifique. [Radio-Canada](#)

Priorités de développement en Gaspésie, Jean-Pierre Blackburn à l'écoute, sans plus

Le comité gaspésien a fait ses devoirs, mais le ministre Jean-Pierre Blackburn n'a cependant rien garanti.

"Nous, on a à mettre de l'énergie pour maintenir des infrastructures qui nous permettent de réussir," avance la présidente du Comité aviseur de la Gaspésie, les Iles, Marjolaine Castonguay.

La présidente déplore la perte de temps qu'ont à subir les entrepreneurs gaspésiens par rapport à ceux d'autres régions. C'est qu'ils doivent organiser des services de base plutôt que de s'investir à développer leur entreprise.

"Prenons également le dossier de la desserte en avion. Combien de temps moi j'ai mis à m'assurer qu'on ait un 2^{ième} vol à Bonaventure? Des discussions, des pourparlers pour être capable d'aller à Montréal et de revenir en moins d'une journée. Actuellement pour aller à Montréal, il faut passer 2 nuits là-bas. On n'a pas des conditions de réussites concurrentielles par rapport à mon concurrent qui est à Montréal, qui lui c'est à 5 minutes de son bureau," fait valoir Marjolaine Castonguay.

Après 11 mois et 5 journées de travail, le comité sur lequel siège 8 personnes du milieu des affaires dont James Henry Atkins de Atkins et Frères, Martin Couture de LM Glasfiber, Nicole Lapointe de l'UPA et Gilbert Scantland de la CRÉ, a convenu de recommandations. Elles concernent entre autres, l'aide financière pour le démarrage et le transfert d'entreprises, le transport et les ressources naturelles.

"Sur la question des larges bandes, cellulaires, internet à haute-vitesse, on m'a également interpellé la première transformation dans le domaine des pêches et particulièrement dans le domaine de l'agriculture," rappelle Jean-Pierre Blackburn, le ministre de Développement Économique Canada.

"On voit aussi une Gaspésie qui est dotée des équipements d'études post-secondaires tant sur la formation sur mesure que la formation universitaire. Des choses qui font cruellement défaut dans notre région," déplore la présidente du Comité aviseur Gaspésie, les Iles.

Que peut faire DEC Canada pour le secteur de l'industrie forestière? Jean-Pierre Blackburn répond: "Les entreprises, les travailleurs et les communautés, c'est ce que nous sommes en train de regarder comment on va pouvoir supporter tout cela et le Premier Ministre a dit lors de la tournée à Rivière-du-loup et Rimouski que nous allions le faire dans le prochain budget et même en janvier."

Le comité a déterminé les forces et les faiblesses de la région, maintenant reste plus qu'à attendre la réponse du ministre. [CHAU-TVA](#)

Baisse du taux de chômage

Le taux de chômage en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine a baissé en novembre 2007 comparativement à la même période l'an dernier.

Le nombre de chômeurs a également diminué de 600, ce qui donne un taux de chômage de 15,3 % en novembre 2007, le deuxième plus bas taux de chômage en région depuis 1991. Le taux était de 17,2 en novembre 2006. De plus, en novembre 2007 une hausse de mille 800 emplois a été remarquée par rapport à novembre 2006.

Le nombre de personnes à l'emploi a également augmenté de façon significative, passant de 33 mille 200 en novembre 2006, à 35 mille en 2007, une augmentation de 5,4 %. [Radio-Gaspésie](#)

Un surplus pour le Cégep

Le budget de fonctionnement du Cégep de la Gaspésie et des Îles enregistre un surplus pour une quatrième année consécutive.

Même si le budget initial prévoyait l'équilibre budgétaire, un surplus net d'un peu plus de 221 mille 500 dollars pour l'année financière qui a pris fin le 31 juin 2007.

Le Cégep attribue ces résultats à la bonne performance financière du Groupe Collégia qui a terminé avec un surplus de 259 mille dollars et à celle des services auxiliaires comme les résidences, les cafétérias et les services du pavillon des sports qui terminent l'année avec un surplus de 115 mille.

Parallèlement à cela, d'autres secteurs ont connu un léger déficit, c'est le cas notamment de l'enseignement régulier avec un manque à gagner de 94 mille dollars. Le surplus a été affecté à la dette de l'établissement qui est maintenant de 445 mille, comparativement à 725 mille l'an dernier.

Pour ce qui est de la masse salariale, en 2006, le cégep accusait un déficit accumulé de 2 millions de dollars. Il est d'un million cette année, après que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ait octroyé une aide de 500 mille dollars suite à la fermeture temporaire de certains programmes. Un plan de résorption est présentement en cours.

Le Cégep prévoit l'équilibre budgétaire pour 2007-2008, avec un volume d'activité totalisant 27 millions. [Radio-Gaspésie](#)

Rétablissement

Le budget du programme Emploi d'été Canada sera rétabli à la hauteur de ce qu'il était en 2006.

Le gouvernement fédéral a annoncé qu'il réserverait 97 millions et demi de dollars à l'échelle du Canada pour l'embauche d'étudiants l'été prochain.

L'an dernier, les coupures annoncées dans le programme, de l'ordre de 45 % en Gaspésie, avait suscité beaucoup de critiques chez les employeurs de la région qui voyaient le budget passer de 545 mille à 300 mille dollars.

Les coupures annoncées ne s'étaient pas concrétisées toutefois puisque le ministre avait fait volte-face au printemps.

De plus, le ministre des Ressources humaines et du Développement social, Monte Solberg, a annoncé que le budget sera distribué parmi les 308 circonscriptions électorales fédérales.

L'an dernier, en plus d'annoncer des coupures, le ministre avait fait savoir que les fonds demeureraient dans une enveloppe globale, ce qui avait grandement déplu aux employeurs de la région.

Le programme d'Emploi d'été du Canada permet souvent à des étudiants d'acquérir de l'expérience dans le secteur qu'ils visent pour leur carrière. [CIEU-FM](#)